


Jeudi 17 octobre 2013 à 19:00
au Ligourès à Encagnane*

Derrière les retraites
les marchés financiers en embuscade
Protection sociale
en danger !

Conférence débat présentée par
Jean-Marie Harribey

Coprésident du Conseil scientifique d'ATTAC et des Économistes atterrés

* Maison de la Vie Associative, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, à Encagnane, Aix



LE DERNIER ARRIVÉ AU BUREAU
PAYE LA RETRAITE DE L'AUTRE!

**Si vous avez entre 7 et 125 ans,
ceci vous concerne !**

**Question subsidiaire : à quel âge
faut-il tuer les vieux ?**

ATTAC : Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

Téléphone : 0683 418951

Site : www.local.attac.org/13/

Retraites 2013 signer l'appel **Ensemble, défendons nos retraites !** www.retraites2013.org

CAC Pays d'Aix et Gardanne

Derrière les retraites les marchés financiers en embuscade

« Il leur faut les retraites... »

La machine à broyer les retraites s'est remise en marche avec un argument usé jusqu'à la corde repris par le président Hollande : « Dès lors que l'on vit plus longtemps, on devra travailler aussi un peu plus longtemps. »

Selon une étude officielle, les réformes cumulées de 1993, 2003 et 2010 conduisent à une réduction du montant des pensions d'environ 15 à 25%. La nouvelle réforme du gouvernement socialiste est dans la droite ligne des précédentes.

Pour les femmes, c'est l'aggravation des inégalités déjà fortes avec les retraites des hommes.

Pour les jeunes, c'est la double peine, *peine de court terme* : avec le chômage de masse, un jeune actif sur quatre ne parvient pas à trouver un emploi, ***peine de long terme*** : exiger 44 ans de cotisations – alors qu'on estime à 35 ans l'espérance de vie professionnelle de la génération née en 1974 – est une véritable provocation !

.... il leur faut aussi la sécurité sociale »

Les restrictions de prestations sociales se multiplient : déremboursements de médicaments, franchises, forfaits, dépassements d'honoraires, la part du remboursement des soins courants par la Sécu n'est plus que de 55 %. La durée moyenne d'indemnisation des demandeurs d'emploi par l'assurance chômage diminue. Les aides sociales sont transférées de l'État au département sans que les moyens suivent. Le recours à l'aide d'associations (Restos du cœur, Secours populaire, Secours catholique, Médecins du monde...) explose.

L'enjeu est clair pour le patronat : il voudrait se débarrasser à terme de la part patronale des cotisations. En 2011 elle se montait à plus de 250 milliards d'euros !

La diminution des prestations sociales font les bonnes affaires des banques et assurances.

Le péril vient de la poursuite de politiques d'austérité qui aggravent la récession et de l'accomplissement des « réformes structurelles » réclamées à cor et à cri par la Commission européenne, le patronat et tous les lobbies de l'assurance.

La protection sociale, un choix de société qui nous concerne tous et toutes, jeunes et vieux, femmes et hommes, salariés, indépendants, précaires ou chômeurs.